

Brussels, 17 November 1998

SN 5054/98

SEMDOC
Statewatch European Documentation &
Monitoring Centre on justice and home
affairs in the European Union

PO Box 1516, London N16 0EW, UK
tel: 0181 802 1882 (00 44 181 802 1882)
fax: 0181 880 1727 (00 44 181 880 1727)

ROOM DOCUMENT NO. 2

CIREA MEETING

18 - 19 November 1998

Subject: Questions put by the French delegation on the application of the cessation clause in Article 1.C(5) of the Geneva Convention and of the concept of a "safe country of origin"
(Telex No 4480 of 14 October 1998)

Delegations will find attached replies ⁽¹⁾ received to the following French questions :

QUESTIONS

"On 20 July 1998 France decided to implement the cessation clause in Article 1.C(5) of the Geneva Convention for Bulgarian refugees, who owing to the fundamental changes in their country's political regime can no longer, save in exceptional cases, continue to refuse to avail themselves of Bulgaria's protection. Such decisions were previously taken on 8 January 1991 for Hungary, Poland and ex-Czechoslovakia; on 2 April 1992 for Benin and Cape Verde; on 21 February 1994 for Chile; and on 20 June 1995 for Romania.

The French delegation would ask other members of CIREA to inform it which of them have also decided in principle to apply that clause and for which countries.

It would also like to know, for Member States applying the concept of a "safe country of origin", the list of countries which they currently consider in principle to be safe."

⁽¹⁾ The General Secretariat has not received a reply from France, Ireland, Luxembourg and the Netherlands. The Greek and Spanish replies are in the process of being translated and has been included in its original language.

INDEX

BELGIUM	3
DENMARK	9
GERMANY	10
GREECE	11
SPAIN	12
ITALY	13
AUSTRIA	14
PORTUGAL	15
FINLAND	16
SWEDEN	17
UNITED KINGDOM	18

BELGIUM

Regarding this question, it would be useful to refer to the 10th annual report of the Commissioner-General for Refugees and Stateless Persons, paragraphs 159 et seq. (attached). It will be noted that in practice it is difficult to implement the cessation clause since, as matters stand at present, a number of rights seem to be linked to refugee status. The Commissioner-General intends to write to the Minister responsible for implementing these laws, drawing his attention to the issue and asking if there is an interpretation of the laws that the Commissioner-General is unaware of.

As regards the question whether a *transfer* ("*confirmation*" in Belgian law) of status would be granted to a person of Polish or Hungarian origin, for example, the Commissioner-General's office can remember only one case: a person of Polish origin requested a transfer of status recognised in another European country; after the matter was discussed with the person concerned, the request was withdrawn. The question could still arise in theory, but in practice there are no cases of this kind. It should be noted that the law permits the Commissioner-General to refuse confirmation of status (by means of a reasoned decision).

Belgium does not apply the concept of a "safe country of origin".

Extracts of the 10th annual report of the Commissioner-General for Refugees and Stateless Persons, paragraphs 159 et seq. (French version)

e. La cessation et le retrait du statut de réfugié²¹⁶

159. Durant l'année 1997, le Commissaire général a pris 79 décisions de "retrait du statut de réfugié". Parmi ces décisions, il faut distinguer, d'une part, les décisions de cessation du statut prises en application de l'art. 1er, § C de la Convention de Genève et visées à l'art. 57/6, premier alinéa, 2^o²¹⁷ de la loi du 15 décembre 1980, et, d'autre part, les décisions de retrait au sens strict prises en application de l'art. 57/6, premier alinéa, 2^obis²¹⁸ de la loi du 15 décembre 1980. Toutes ces décisions motivées sont susceptibles d'un recours auprès de la Commission permanente de recours.

160. Les décisions de cessation du statut sont prises par le Commissaire général, soit d'initiative, soit suite à des informations provenant de l'Office des Étrangers ou d'une autre administration. Le Commissaire général examine si telle ou telle personne reconnue réfugiée peut continuer à bénéficier du statut lorsqu'il apparaît :

- qu'elle s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité;
- ou qu'elle a recouvré sa nationalité et jouit de la protection de ce pays ;
- ou qu'elle a acquis une autre nationalité;
- ou qu'elle est retournée volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée.

De même, le statut de réfugié peut cesser d'être applicable si les circonstances à la suite desquelles une personne a été reconnue réfugiée ayant cessé d'exister, elle ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité²¹⁹.

161. S'agissant de cette dernière disposition de la Convention de Genève, le Commissaire général prend contact par lettre avec les personnes originaires de Pologne et de Hongrie et encore bénéficiaires du statut de réfugié, afin de leur signaler que le statut de réfugié devrait cesser en raison de l'évolution favorable des circonstances qui ont conduit à la reconnaissance. Ces personnes sont vivement encouragées à renoncer au statut ou à acquérir la nationalité belge, cette dernière solution apparaissant, dans bien des cas, la meilleure eu égard à leur situation personnelle.

162. Il convient de souligner que la mise en oeuvre de la clause de cessation du statut prévue à l'art. 1er, § C, 5 de la Convention de Genève dont il est question ci-dessus s'avère dans la pratique très délicate, même si le droit au séjour n'est pas remis en question, en raison de la situation personnelle des intéressés (âge, condition sociale, ...) et de l'existence de certains droits acquis liés au statut de réfugié. Ainsi :

- la loi du 1er avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, en son article 1er, § 2, 6^o réserve le bénéfice de ses dispositions aux Belges et aux réfugiés au sens de l'art. 49 de la Loi sur les étrangers;
- la loi du 7 août 1974 instituant un droit à un minimum de moyens d'existence, en son art. 1er, réserve le bénéfice de ses dispositions à tout Belge - l'arrêté Royal du 27 mars 1987 a étendu le bénéfice de la loi aux réfugiés au sens de l'article 49 de la Loi sur les étrangers;
- la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, en son article 4, 4^o, réserve le bénéfice de ses dispositions aux Belges et aux réfugiés au sens de l'art. 49 de la Loi sur les étrangers.

Au cas où ces personnes ne sont plus réfugiées, elles redeviennent en principe des ressortissants de leur pays d'origine et ne tombent plus dans aucune catégorie de bénéficiaires des avantages sociaux dont question ci-dessus.

163. La Convention de Genève précise en son article 1er, § C, 6 que la personne qui n'a pas de nationalité doit être en mesure de retourner dans le pays où elle avait sa résidence habituelle pour que la clause de cessation concernant "l'évolution des circonstances" puisse s'appliquer. Ce principe a été rappelé à l'Office des Étrangers qui demandait au Commissaire général d'examiner sous l'angle de l'art. 1er, § C, 5 de la Convention de Genève la possibilité de faire cesser le statut reconnu à une personne originaire de Macédoine. Selon les informations disponibles, cette personne n'ayant plus ou pas de nationalité, une décision de cessation du statut sur la base de l'art. 1er, § C, 6 ne peut être envisagée que s'il est démontré que l'intéressé sera réadmis sur le territoire de son pays d'origine.

²¹⁵ Sous toute réserve d'erreurs d'encodage par les administrations communales.

²¹⁶ Voir également le Huitième Rapport annuel, par. 168-172.

²¹⁷ "Le Commissaire général [...] est compétent: [...] 2^o pour retirer la qualité de réfugié au sens des conventions internationales liant la Belgique: [...]"

²¹⁸ Cf. infra, par. 165.

²¹⁹ Cf. l'article 1er, § C, 5 de la Convention de Genève.

164. En ce qui concerne encore l'application des clauses de cessation du statut, le Commissaire général aux réfugiés est en train d'enquêter au sujet d'un certain nombre de réfugiés d'origine congolaise (anciennement d'origine zaïroise) qui sont ou seraient retournés au Congo afin, parfois, d'occuper des fonctions importantes dans l'appareil de l'État congolais. Les services de l'Ambassade de Belgique à Kinshasa sont à cet égard sollicités.

165. La possibilité de prendre des décisions de retrait au sens strict, fondées sur les principes généraux du droit, est désormais expressément mentionnée dans la loi. En effet, l'art. 40 de la loi du 15 juillet 1996²²⁰ a introduit, à l'article 57/6 de la Loi sur les étrangers, une disposition précisant que le Commissaire général aux réfugiés est compétent "pour retirer la qualité de réfugié à l'étranger auquel le statut a été reconnu sur la base de fausses déclarations ou de documents faux ou falsifiés, ainsi qu'à l'étranger dont le comportement personnel démontre ultérieurement l'absence de crainte de persécution"²²¹.

166. Les cas donnant application de cette disposition légale sont variés : séjour antérieur à la demande d'asile (portant sur les persécutions dans ce pays d'origine) en Belgique, dans un autre pays rendant les déclarations initiales invraisemblables, usurpation d'identité, faux documents, possession continue et non déclarée de passeports nationaux, ... Le Commissaire général a même été confronté à un cas où un mineur reconnu réfugié en raison de sa filiation déclarée avec une réfugiée en Belgique depuis de nombreuses années, n'avait en réalité aucun lien familial avec sa soi-disant mère.

167. Le Commissaire général applique l'article 57/6, 1er alinéa, 2°bis dont question aux personnes qui, reconnues réfugiées, ne donnent aucune suite aux lettres de reconnaissance et relatives à la délivrance du certificat de réfugié. En effet, il peut être conclu que ces personnes démontrent, par leur attitude, un désintérêt manifeste quant à la procédure qu'elles ont entamée.

168. Le nouvel article 57 de la Loi sur les étrangers, introduit par la loi du 15 juillet 1996, prévoit désormais expressément la sanction administrative attachée au retrait de statut décidée en application de l'art. 57/6, 1er alinéa, 2°bis: "Le Ministre pourra délivrer un ordre de quitter le territoire à la personne dont la qualité de réfugié a été retirée [...]". Cet ordre de quitter le territoire ne peut être donné qu'à l'étranger non établi, c'est-à-dire qu'un ordre de quitter le territoire ne pourra être donné qu'à une personne titulaire d'un certificat d'inscription au registre des étrangers.

169. Enfin, tant en ce qui concerne l'examen des cas susceptibles de donner lieu à une décision de cessation du statut qu'à une décision de retrait du statut, il y a lieu de noter qu'une certaine collaboration tend à s'instaurer entre les services du Commissariat général et les divers services de police du Royaume.

170. Les personnes reconnues réfugiées se voient remettre, en même temps que la carte de réfugié, un document par lequel leur attention est attirée sur les conséquences de la reconnaissance du statut, tant en ce qui concerne notamment la cessation que le retrait du statut²²².

²²⁰ M.B. du 5 octobre 1996.

²²¹ Article 57/6, 1er alinéa, 2°bis de la loi.

²²² Voyez en annexe II, la note aux réfugiés reconnus en Belgique concernant le statut de réfugié.



Extracts of the 10th annual report of the Commissioner-General for Refugees and Stateless Persons, paragraphs 159 et seq. (Dutch version)

e. De opheffing en intrekking van de status van vluchteling²¹⁶

159. In 1997 heeft de Commissaris-generaal 79 beslissingen van "intrekking van de status van vluchteling" genomen. Bij deze beslissingen moet men enerzijds de beslissingen onderscheiden van opheffing van de status die genomen werden bij toepassing van art. 1, § C van de Conventie van Genève en die bedoeld worden door art. 57/6, eerste lid, 2^o²¹⁷ van de Vreemdelingenwet, en anderzijds de beslissingen van intrekking in strikte zin die genomen werden bij toepassing van art.

57/6, eerste lid, 2^obis²¹⁸ van de wet van 15 december 1980. Al deze gemotiveerde beslissingen zijn vatbaar voor een beroep bij de Vaste Beroepscommissie.

160. De beslissingen van opheffing van de status worden door de Commissaris-generaal genomen op eigen initiatief ofwel als reactie op gegevens die door de Dienst Vreemdelingenzaken of een andere administratie doorgespeeld wor-

²¹³ Zie onder andere het Vierde Jaarverslag, par. 87.

²¹⁴ Zie het Zesde Jaarverslag, par. 81.

²¹⁵ Onder voorbehoud van encoderingsfouten van de gemeentelijke administraties.

²¹⁶ Zie ook het Achtste Jaarverslag, par. 168-172.

²¹⁷ "De Commissaris-generaal [...] is bevoegd: [...] 2^o om de hoedanigheid van vluchteling in de zin van de internationale verdragen die België binden, in te trekken: [...]"

²¹⁸ Cf. infra, par. 165.

den. De Commissaris-generaal onderzoekt of een bepaald persoon die als vluchteling erkend werd de hoedanigheid kan blijven genieten wanneer blijkt:

- dat hij vrijwillig opnieuw de bescherming inroept van het land waarvan hij de nationaliteit bezit;
- of dat hij zijn nationaliteit heeft herkregen en de bescherming van dat land geniet;
- of dat hij een nieuwe nationaliteit heeft verkregen;
- of dat hij zich vrijwillig opnieuw heeft gevestigd in het land dat hij had verlaten of waarbuiten hij uit vrees voor vervolging verblijf hield.

Zo ook kan de status van vluchteling ophouden van toepassing te zijn indien de omstandigheden in verband waarmee een persoon was erkend als vluchteling, hebben opgehouden te bestaan, en de persoon niet kan blijven weigeren de bescherming van het land waarvan hij de nationaliteit bezit, in te roepen²¹⁹.

161. In verband met deze laatste bepaling van de Conventie van Genève neemt de Commissaris-generaal schriftelijk contact op met de personen die afkomstig zijn uit Polen en Hongarije en die nog altijd de hoedanigheid van vluchteling genieten om hen mee te delen dat de status van vluchteling zou moeten ophouden te bestaan wegens de gunstige evolutie van de omstandigheden die geleid hebben tot de erkenning. Deze personen worden sterk aangemoedigd om hun status te verzaken of om de Belgische nationaliteit te verkrijgen, waarbij deze laatste oplossing in vele gevallen de beste lijkt gezien hun persoonlijke situatie.

162. Er moet onderstreept worden dat de toepassing van de clause van opheffing van de status die voorzien wordt door art. 1, § C. 5 van de Conventie van Genève waarover hierboven sprake is, in de praktijk heel delicaat is, zelfs indien het recht op het verblijf niet aangevochten wordt, door de persoonlijke toestand van de betrokkenen (leeftijd, sociaal statuut, ...) en door het bestaan van sommige verworven rechten die gebonden zijn aan de hoedanigheid van vluchteling. Zo :

- de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden behoudt in haar artikel 1, § 2, 6° het genot van haar beschikkingen voor aan de Belgen en de vluchtelingen in de zin van art. 49 van de Vreemdelingenwet;
- de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, behoudt in haar art. 1 het genot van haar bepalingen voor aan alle Belgen - het Koninklijk Besluit van 27 maart 1987 breidt het genot van de wet uit tot de vluchtelingen in de zin van artikel 49 van de Vreemdelingenwet;
- de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten behoudt in haar artikel 4, 4° het genot van haar beschikkingen voor aan de Belgen en de vluchtelingen in de zin van art. 49 van de Vreemdelingenwet.

Wanneer deze personen geen vluchtelingen meer zijn, wor-

den zij in principe opnieuw onderdanen van hun land van herkomst en vallen zij in geen enkele categorie meer van rechthebbenden op de sociale voordelen waarover sprake is hierboven.

163. De Conventie van Genève verduidelijkt in haar artikel 1, § C. 6 dat de persoon die geen nationaliteit bezit moet kunnen terugkeren naar het land waar hij vroeger zijn gewone verblijfplaats had opdat de opheffingsclausule inzake "*de evolutie van de omstandigheden*" van toepassing zou kunnen zijn. Dit beginsel werd de Dienst Vreemdelingenzaken terug in herinnering gebracht toen die de Commissaris-generaal vroeg de mogelijkheid tot opheffing van de hoedanigheid die erkend werd aan een persoon afkomstig uit Macedonië, te onderzoeken vanuit het gezichtspunt van art. 1 § C, 5 van de Conventie van Genève. Volgens de beschikbare informatie en vermits deze persoon geen nationaliteit (meer) heeft, kan een beslissing van opheffing van de status op basis van art. 1, § C. 6 enkel overwogen worden indien aangetoond is dat de betrokkene opnieuw zal worden toegelaten tot het territorium van zijn land van oorsprong.

164. Wat nog de toepassing van de clauses tot opheffing van de status betreft voert de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen op dit ogenblik een onderzoek uit naar een aantal vluchtelingen van Congolese afkomst (oorspronkelijk Zaïrese afkomst) die naar Congo zijn of zouden zijn teruggekeerd om, soms, belangrijke betrekkingen in het Congolese staatsapparaat op te nemen. In dat verband werden de diensten van de Belgische Ambassade in Kinshasa ingeschakeld.

165. De mogelijkheid om beslissingen van intrekking in strikte zin te nemen, die gebaseerd zijn op de algemene rechtsbeginselen, wordt voortaan uitdrukkelijk vermeld in de wet. Het art. 40 van de wet van 15 juli 1996²²⁰ inmers voegde in artikel 57/6 van de Vreemdelingenwet een beschikking in die stelt dat de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen bevoegd is "*om de hoedanigheid van vluchteling in te trekken ten aanzien van de vreemdeling die als vluchteling werd erkend op grond van valse verklaringen of van valse of vervalste documenten, alsmede ten aanzien van de vreemdeling wiens persoonlijk gedrag later erop wijst dat hij geen vervolging vreest*"²²¹.

166. De gevallen die tot de toepassing van deze wetsbepaling leiden zijn gevarieerd : een verblijf voorafgaand aan de asielaanvraag (met betrekking tot de vervolgingen in dat land van oorsprong) in België in een ander land waardoor de eerste verklaringen onwaarschijnlijk worden, misbruik van identiteit, valse documenten, voortdurend en niet aangegeven bezit van nationale paspoorten. ... De Commissaris-generaal kreeg zelfs te maken met een geval waarin een minderjarige die als vluchteling erkend werd omdat hij naar eigen zeggen het kind was van iemand die al gedurende verscheidene jaren in België erkend was als vluchteling, in werkelijkheid geen enkele familieband had met zijn zogezegde moeder.

²¹⁹ Cf. artikel 1, § C. 5 van de Conventie van Genève.

²²⁰ B.S., 5 oktober 1996.

²²¹ Artikel 57/6, eerste lid, 2°bis van de wet.

167. De Commissaris-generaal past artikel 57/6, eerste lid, 2° bis waarvan sprake is, toe op de personen die, als erkende vluchtelingen, geen enkel gevolg geven aan de brieven van erkenning en in verband met de uitreiking van het vluchtelingengetuigschrift. Er kan inderdaad geconcludeerd worden dat deze personen door hun houding een duidelijk gebrek aan belangstelling tonen voor de procedure die zij in gang hebben gezet.

168. Het nieuwe artikel 57 van de Vreemdelingenwet, ingevoerd door de wet van 15 juli 1996, bepaalt voortaan uitdrukkelijk de administratieve sanctie die verbonden is aan de intrekking van de status waartoe beslist werd in toepassing van art. 57/6, eerste lid, 2° bis : "De Minister kan een vreemdeling [...] wiens hoedanigheid van vluchteling [...] werd ingetrokken [...] het bevel geven om het grondgebied te verlaten". Dat bevel om het grondgebied te verlaten kan enkel gegeven worden aan de vreemdeling die niet in het Rijk ge-

vestigd is, of met andere woorden, een bevel om het grondgebied te verlaten kan enkel gegeven worden aan iemand die houder is van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister.

169. Ten slotte moet vastgesteld worden dat, zowel voor het onderzoek van de gevallen die aanleiding kunnen geven tot een beslissing van opheffing van de status als voor dat van de gevallen die zouden kunnen leiden tot een beslissing van intrekking van de status, er een zekere samenwerking lijkt te groeien tussen de diensten van het Commissariaat-generaal en de verschillende politiediensten van het Rijk.

170. Diegenen die erkend worden als vluchteling ontvangen samen met de vluchtelingenkaart een document dat hun aandacht vestigt op de gevolgen van de erkenning van de status, zowel inzake onder meer de opheffing als de intrekking ervan²²².

²²² Zie als bijlage II, de nota aan de erkende vluchtelingen in België betreffende de status van vluchteling.

DENMARK

Question 1 concerns the application of the cessation clause, Article 1.C (5) of the Geneva Convention.

In Denmark refugee-status (both Convention status and de-facto status) may be withdrawn due to the fact that the grounds referred to in the application or permit are no longer present (Article 19 paragraph 1 section 1 of the Aliens Act).

This clause does not apply to refugees who have lawfully lived in Denmark for the purpose of permanent residence for more than the last 3 years (Article 19 paragraph 2 of the Aliens Act).

In the Danish context, "withdrawal of status" means that the alien must leave Denmark unless another basis for residence is present, e.g. marriage to a person with permanent residence permit in Denmark.

In practice withdrawal of refugee-status under Article 19 paragraph 1 section 1 of the Aliens Act has been examined concerning certain groups of Armenians and certain groups of Somalis from Somaliland. So far no withdrawals have in fact been carried out.

Question 2 concerns whether or not member states apply the concept of "safe country of origin".

Denmark does not apply the concept of "safe country of origin" but has an accelerated procedure, which is applied where applicants come from countries where asylum practice has proven that applications may as a rule be decided as manifestly unfounded.

GERMANY

You will find below our reply to France's question on the application of the cessation clause in Article 1.C(5) of the Geneva Convention to Bulgarians with refugee status and the question on the list of safe countries of origin.

1. The cessation clauses in Article 1.C(5) of the Geneva Convention are not directly applied in German law.

A rule reflecting Article 1.C(5) of the Geneva Convention has been incorporated in Article 73 of the law on asylum procedures and requires the withdrawal of refugee status, or protection against expulsion under Article 51 of the Aliens Law, when the preconditions for such status or protection cease to exist. Such withdrawal does not apply if an alien can refer to compelling grounds of earlier persecution to refuse to return to his or her country of nationality.

The Federal Office for the Recognition of Foreign Refugees has not so far proceeded to any general withdrawal from Bulgarian nationals of refugee status, or protection against expulsion under Article 51 of the Aliens Law, on account of the fact that the fundamental changes in Bulgaria's political situation have removed the danger of persecution. A number of Bulgarians have had their refugee status withdrawn because of repeated return visits to Bulgaria, since this is hardly compatible with the idea of a continuing threat of persecution.



GREECE

Σε απάντηση του ανωτέρω σχετικώς σας γνωρίζουμε τα ακόλουθα αναφορικά με τα διαλαμβανόμενα σε αυτό ερωτήματα της Ελληνικής αντιπροσωπείας :

- α. Τόσο για τους υπηκόους Βουλγαρίας, όσο και για τους υπηκόους των υπολοίπων χωρών της Κεντρικής και Ανατολικής Ευρώπης (Ουγγαρία, Πολωνία, Τσεχία, Σλοβακία, Ρουμανία κ.λ.π.) των οποίων το καθεστώς άλλαξε θεμελιωδώς μετά το 1990, η χώρα μας εφαρμόζει τη ρητρα πύλας του άρθρου 11^ο εδ. 5 της Σύμβασης της Γενεύης του 1951.
- β. Όπως έχει γίνει γνωστό από Ελληνικής πλευράς κατ' επανάληψη, δεν υπάρχει νομοθετική ρύθμιση για τον προσδιορισμό των ασφιλών χωρών καταγωγής, ούτε και σχετικός κατάλογος με τις χώρες αυτές, αλλά εκτιμάται σε κάθε περίπτωση αν μία χώρα προέλευσης μπορεί να χαρακτηριστεί ως ασφιλής με βάση τα κριτήρια των συμπερασμάτων των Υπουργίων Μετανάστευσης του Λονδίνου της 30-11-92 και 1-12-92 σχετικά με τις χώρες στις οποίες γενικά δεν υπάρχει σοβαρός κίνδυνος δίωξης.-

Τ Ε Λ Ο Σ

SPAIN

1. En España no se ha decidido aplicar la cláusula de cesación de la CG51.

Debe indicarse que la cesación en el estatuto de un refugiado no supone, de acuerdo con la legislación española, la obligatoriedad de abandonar España. Por el contrario, si el refugiado alega una justificación razonable para permanecer en España (suficiente integración social, matrimonio con ciudadano o ciudadana español o española, graves dificultades de tipo económico o social para retornar a su país de origen, etc) se autorizará su residencia en el marco de la legislación general de extranjería, tomándose en consideración el periodo de residencia en España como refugiado.

También debe señalarse que la legislación española permite a los refugiados acceder a la nacionalidad española después de haber residido legalmente en España por un periodo de cinco años (para ciudadanos de ciertos países, fundamentalmente países sudamericanos, los periodos son menores). En estos casos, se cesa en la condición de refugiado al interesado al conseguir la nacionalidad española, por lo que no procede aplicar la cláusula de cesación general por cambio radical en las condiciones en el país de origen.

2. España no maneja el principio de "país de origen seguro" con carácter general y como causa automática de denegación de las solicitudes de asilo. Por ello, no se emplea una lista formal de países seguros. Una excepción a este criterio general la constituyen los países miembros de la Unión Europea, que sí se consideran países seguros, de forma que todas las solicitudes de ciudadanos procedentes de estos países son inadmitidas por manifiestamente infundadas en el procedimiento acelerado de "screening" previo al procedimiento standar.

Las condiciones de seguridad en el país de origen, sin embargo, sí se valoran, caso por caso, en relación con las alegaciones de persecución de cada solicitante en concreto. En este sentido, las solicitudes de ciudadanos procedentes de países donde se tiene información suficiente de que no se dan las circunstancias que podrían justificar una protección en el marco de la CG51 se presuponen manifiestamente infundadas y se rechazan en el procedimiento de "screening", salvo que el interesado aporte elementos suficientes como para romper tal presunción. En este último caso, las solicitudes son admitidas para su estudio, dependiendo la decisión final de los méritos del caso.

ITALY

Further to meeting document No 4, please note that to date Italy has never applied the clause in Article 1.C(5) and (6) of the Geneva Convention.

Refugee status is withdrawn when the refugee avails himself of the protection of his country (e.g. returns to his country of origin, renews his passport).

Nor does Italy apply the concept of safe country of origin, though it should be noted that the political situation in the applicant's country of origin is one of the main factors assessed by the Central Commission when considering asylum applications.

AUSTRIA

Pursuant to the 1997 Asylum Act, the presence of any one of the grounds for cessation listed in Article 1.C of the Geneva Convention is one reason, among others, for the automatic withdrawal of asylum status.

Whether such grounds obtain is a matter for case-by-case examination. No general rule regarding certain countries of origin exists.

Withdrawal of asylum status for the reasons mentioned is, therefore, no longer admissible if five years have elapsed since asylum was granted or if eight years have elapsed since the relevant asylum application was lodged and the aliens have their principal place of residence in the territory of the Federal Republic. In such cases, those entitled to asylum status must be transferred to the residence scheme, in accordance with the Aliens Act.

Under the terms of the 1997 Asylum Act, a country of origin is considered safe if, in the absence of other indications that the risk of persecution exists, the general political situation, the legal position and the application of law in that country mean that in general no risk of persecution on the grounds referred to in Article 1.Z.2 of the Geneva Convention is present.

Notwithstanding the case-by-case examination also carried out in this case, countries such as Hungary, Romania, the Czech Republic, Bulgaria and Poland are, in practice, seen as safe countries of origin.

PORTUGAL

Portuguese legislation on asylum lays down as one of the causes for loss of the right to asylum *cessation of the reasons for which the right of asylum was granted* (Article 36(h) of Law No 15/98 of 26 March).

All proceedings for loss of the right to asylum based on that provision are scrutinised individually, and the decision taken has exclusive judicial authority. The legal provision in question has been applied, notably, to Mozambican and Chilean nationals. However, each case is examined separately as no general decision has been taken to revoke the refugee status of nationals of a particular country owing to fundamental changes in its political regime.

Loss of right of asylum on this basis means that the refugee is subject to the general arrangements governing the residence of aliens on Portuguese territory. Nevertheless, pursuant to Article 37(3) of the above Law, *a refugee may request that a residence authorisation be granted, without having to produce the relevant visa, under the general arrangements for aliens.*

II

Portugal does not have a list of countries classified as safe countries of origin, although the concept of safe country is provided for in Portuguese legislation as one of the grounds for the inadmissibility of an asylum application.

The general criteria for classifying a country as "safe" are laid down in the conclusions of the Immigration Ministers of 1992.

FINLAND

As an answer to the questions of the French delegation Finland states as follows.

Article 1.C(5) of the Convention relating to the Status of Refugees has been applied in the following way in Finland in the 1990's:

Year	Number of persons	Nationality
1992	one person	Polish
1993	one person	Turk
	two persons	Iranian
1994	two persons	Iranian
1996	one person	Iranian
1998	one case is pending	Vietnamese

The concept of a "safe country of origin", and procedures relating to this are not used in Finland.

SWEDEN

Question regarding the cessation clause in Article 1.C(5) of the Geneva Convention.

Sweden does apply the cessation clause in Article 1.C(5) of the Geneva Convention from time to time (for example a decision concerning refugees from Poland was taken 21 February 1991). It should however be emphasized that these decisions are taken on a case to case-basis, and does not indicate that the cessation clause should be implemented generally for refugees from the country in question.

For your information the Swedish Aliens Act (Chapter 3 Section 5) contains a regulation that is very much similar to Article 1.C(5) of the Geneva Convention. It reads as follows:

"A refugee shall cease to be a refugee if he is no longer in such a situation that he can be deemed a refugee under Section 2 and therefore cannot go on refusing to avail himself of the protection of the country of which he is a citizen or in which, as a stateless person, he formerly had his abode."

With regard to this provision, it should be emphasized that only clear, profound and lasting changes, which aim to remove the root of the refugee's fear of persecution, should be considered. The question of whether an alien is still a refugee should be examined only when there are grounds for doing so. The question of a possible change of status should normally not be considered other than in connection with an application for a travel document under Article 28 of the Geneva Convention or in other circumstances when a decision is to be made on a matter and in that connection some importance is attached to whether the alien is still a refugee or not.

Question regarding the concept of a "safe country of origin".

Sweden does not have any such list of safe third countries. The question whether a country shall be considered as a safe third country has to be dealt with on a case to case-basis.

UNITED KINGDOM

Cessation clauses

♦ The cessation clauses will normally only be applied in individual cases when a refugee comes within the terms of the clauses and comes to the attention of the immigration authorities by travelling to their country of origin or other means.

♦ The UK does not have a policy of reviewing the status of refugees, from particular countries or groups, to assess whether the cessation clauses apply.

♦ Article 1C(5) is not normally applied to refugees in the UK.

Safe countries of origin

♦ The asylum and Immigration Act 1996 allows for the Secretary of State to designate countries where in his view there is, in general, no serious risk of persecution. For countries to be designated they must fit the following criteria:

- * there is, in general, no serious risk of persecution;
- * it is a country that generates a significant number of asylum claims;
- * a very high proportion of these claims prove to be unfounded.

♦ At this time the Secretary of State has designated the following seven countries:

Bulgaria	Pakistan
Cyprus	Poland
Ghana	Romania
India	